

# Coopération pour le développement 2020



# **3**

## **Des données à l'appui de l'élaboration des politiques en période d'incertitude**

Twivwe Siwale & Nicholas Wilkinson, International Growth Centre

---

Ce chapitre examine les différentes façons dont les données en temps réel, la collecte d'éléments factuels et des travaux rigoureux de recherche expérimentale peuvent contribuer à l'élaboration de politiques intelligentes permettant de relever les défis économiques et sanitaires exceptionnels posés par la crise du COVID-19. Il fait valoir que les partenaires de la coopération pour le développement peuvent appuyer des processus décisionnels fondés sur les données et un apprentissage actif dans les pays en développement, afin d'aider les responsables publics à concevoir des mesures de soutien économique et d'endiguement du virus propres à leur contexte, et de nature à préserver les vies et les moyens de subsistance, comme le montre l'exemple du Pakistan.

---

## **Les données et les éléments factuels permettent de prendre de meilleures décisions en période d'incertitude**

Les pays en développement ont adopté des mesures de soutien économique qui reflètent leur capacité budgétaire limitée et leur expérience en matière de transferts sociaux en espèces.

Les éléments factuels constituent un produit inestimable ; or, à cause du manque d'informations disponibles, les responsables de l'action publique et les partenaires de la coopération pour le développement ont du mal à comprendre pleinement comment la pandémie, ainsi que les stratégies visant à la contenir, influent sur les moyens de subsistance.

Une approche de la coopération pour le développement qui encourage la co-réalisation de travaux de recherche et la production de données en temps réel – ou s'en rapprochant le plus possible, tout en renforçant les systèmes et les capacités de production de données au niveau local, peut aider les pays en développement à prendre des décisions sur la base d'un apprentissage actif adapté selon les données disponibles.

La pandémie de COVID-19 a provoqué une crise inédite dont les répercussions à l'échelle planétaire se prolongeront pendant des années encore. De nombreux pays en développement subissent une triple peine sur le plan économique : une baisse de la demande émanant de leurs partenaires commerciaux, un recul de la production en raison des mesures de confinement, et l'effondrement des cours des matières premières. Les responsables publics sont confrontés à des défis exceptionnels du fait de l'incertitude considérable qui règne quant aux meilleurs moyens d'atténuer les conséquences de la pandémie. Les pouvoirs publics des pays en développement ont pris des mesures différentes, aussi bien en termes de stratégies visant à contenir le virus que de plans de soutien économique visant à protéger les populations.

Au sein de l'International Growth Centre (IGC), notre priorité a été d'accélérer la collecte de données en temps réel afin de fournir des éléments factuels de meilleure qualité aux responsables publics des pays en développement en ces temps incertains. Cette priorité est en adéquation avec notre objectif global, qui consiste à collaborer étroitement avec les responsables publics et les universitaires afin de co-réaliser des travaux de recherche qui permettent d'étayer les processus décisionnels. Dans le cadre de la riposte au COVID-19, l'IGC a notamment développé un outil de suivi des mesures de soutien économique, qui présente de façon détaillée les différents niveaux et modalités de soutien budgétaire mis en place par les autorités nationales afin d'atténuer le ralentissement économique. Dans la partie ci-après, nous présentons les données tirées de cet outil ; proposons un cadre pour optimiser l'élaboration de stratégies de confinement qui intègrent l'apprentissage actif dans le cadre traditionnel de la prise de décision ; et présentons une étude de cas sur l'apprentissage actif dans le Pendjab, au Pakistan, qui illustre tout le potentiel de cette approche.

## **Les transferts sociaux en espèces constituent la mesure de soutien économique la plus prisée dans les pays en développement**

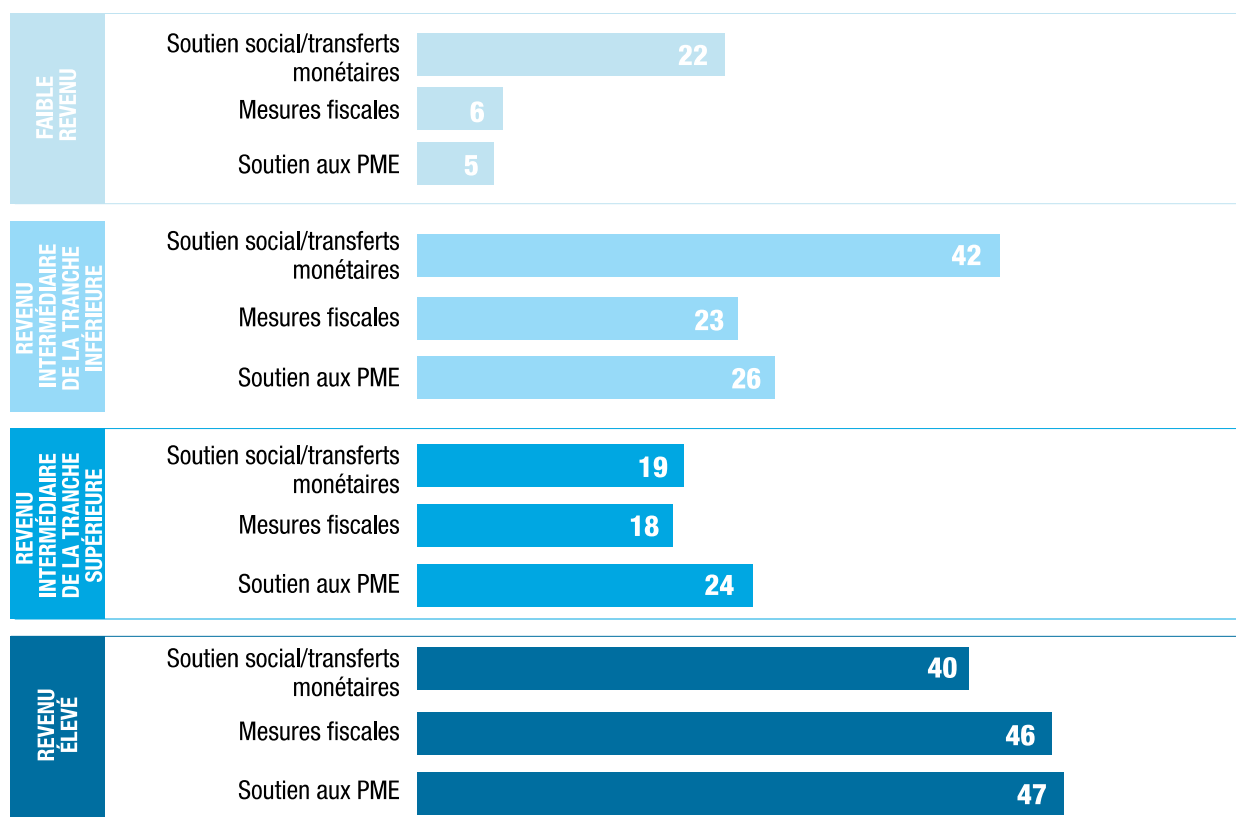
Il ressort de l'outil de suivi des mesures de soutien économique de l'IGC que la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure ont, sous une forme ou une autre, mis en place des dispositifs d'aide sociale ou de transferts en espèces, ou étendu les dispositifs existants Graphique 3.1, dans une tentative, semble-t-il, d'atténuer la baisse soudaine et significative des revenus qui risque de plonger des millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit

pour 2020 un recul de 3.2 % du produit intérieur brut (PIB) en Afrique subsaharienne (FMI, 2020<sup>[1]</sup>). Il est fort probable que cette chute de l'activité économique entraînera une hausse des taux de pauvreté. Selon des travaux menés par l'IGC en Ouganda, par exemple, les mesures de confinement instaurées dans le pays pourraient accroître la pauvreté de 8 points de pourcentage (Younger et al., 2020<sup>[2]</sup>). L'accent mis sur les transferts monétaires est conforme à la tendance observée ces dernières années parmi les pays en développement, qui axent leurs stratégies de protection sociale sur ce type de versements modestes et réguliers pour aider les ménages pauvres à lisser leurs dépenses de consommation, et limiter la pauvreté (DFID, 2011<sup>[3]</sup>). Un vaste ensemble de données suggère que les aides au revenu fondées sur la consommation peuvent contribuer à accroître cette dernière ainsi que la sécurité alimentaire et les ressources (Vaziralli, 2020<sup>[4]</sup>). Toutefois, l'analyse des programmes de protection sociale dans les pays en développement révèle que nombre d'entre eux ont une couverture limitée et excluent souvent les populations les plus pauvres en raison de la piètre qualité des données et de la prédominance du secteur informel (Parekh et Bandiera, 2020<sup>[5]</sup>).

Pour les responsables de l'action publique cependant, répondre à la crise du COVID-19 au seul moyen des transferts en espèces peut se révéler irréalisable alors qu'ils sont soumis à des contraintes budgétaires strictes, que la pandémie est d'une ampleur inouïe et que les programmes de transferts n'incluent pas suffisamment les personnes les plus vulnérables. Il existe toutefois des mesures moins coûteuses qui peuvent compléter les dispositifs de soutien économique dans les pays en développement – renforcement des capacités des postes douaniers, facilitation des paiements par téléphonie mobile, fourniture d'équipements de protection individuelle aux vendeurs sur les marchés, etc. En parallèle, les responsables publics devraient réduire au minimum les perturbations induites par les mesures de santé publique sur les chaînes d'approvisionnement, par exemple en renforçant la coordination internationale des politiques frontalières, ou en veillant à ce que les couvre-feux n'entraînent pas un gaspillage de produits périssables (Bouët et Laborde, 2020<sup>[6]</sup>).

L'outil de suivi de l'IGC révèle également que le recours aux allègements fiscaux et le soutien aux petites et moyennes entreprises pour faire face à la pandémie sont limités dans les pays à faible revenu, ce qui reflète probablement deux réalités : premièrement, les pays à faible revenu ont une capacité budgétaire moindre que celle des pays développés et sont de ce fait dans l'incapacité de mettre en œuvre des plans de soutien analogues. Le COVID-19 a eu pour effet de réduire davantage leur marge de manœuvre dans ce domaine. Le gouvernement du Ghana estime qu'il enregistrera une moins-value de recettes de l'ordre de 2.1 % du PIB en 2020, tandis que le gouvernement zambien table sur une moins-value de 12 % (Dzansi, 2020<sup>[7]</sup> ; Ng'andu, 2020<sup>[8]</sup>). Dans le cas des pays qui ont dû accroître leurs dépenses de santé publique, les prévisions de déficits budgétaires alourdissent la pression qui pèse sur les dépenses. Deuxièmement, selon leur niveau de revenu, les pays n'ont pas tous les mêmes structures économiques. Dans les pays à faible revenu, la plupart des individus travaillent en marge du système fiscal formel, d'où une difficulté à passer par le registre fiscal pour l'acheminement des mesures d'aide.

**Graphique 3.1. La plupart des pays, indépendamment de leur niveau de revenu, mettent en place une forme ou une autre de soutien social et de transferts en espèces afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie de COVID-19**



Note : L'échantillon est composé de 29 pays à faible revenu, 48 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 36 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 62 pays à revenu élevé.

Source : IGC (2020<sup>[9]</sup>), COVID-19 Policy Response Dashboard, <https://www.theigc.org/covid-19/tracker>.

Pour conclure, les mesures adoptées par les pays en développement reflètent en grande partie leurs structures économiques, leurs capacités budgétaires limitées et leur expérience passée en matière de programmes de transferts sociaux en espèces. Du fait de l'ampleur du secteur informel, il est extrêmement difficile de passer par le système fiscal ou autre pour acheminer l'aide en direction des personnes les plus pauvres et des petites et moyennes entreprises.

### Un confinement intelligent grâce à l'apprentissage actif

Lorsque la pandémie s'est déclarée, les responsables de l'action publique des pays en développement mais aussi des pays développés disposaient de très peu d'informations sur la meilleure stratégie à adopter pour endiguer la propagation du virus dans leur contexte. De ce fait, les réponses des pays en développement ont été très différentes. Certains, comme le Rwanda et l'Ouganda, ont mis en œuvre des mesures analogues à celles adoptées par les pays développés, imposant des confinements stricts sur tout leur territoire de manière relativement précoce. Dans d'autres pays, à l'inverse, comme en République-Unie de Tanzanie, les mesures de confinement ont été limitées et les messages en matière de santé publique, contradictoires (Resnick, Spencer et Siwale, 2020<sup>[10]</sup>).

Les chercheurs de l'IGC recommandent d'adopter une démarche d'apprentissage actif face à des crises aux contours incertains, l'objectif étant de mettre en place un confinement intelligent, progressif et adapté selon les données disponibles (Haas, Khan et Khwaja, 2020<sup>[11]</sup>). Cette démarche suppose de s'appuyer sur un cadre existant pour la prise de décisions en période d'incertitude et met en lumière le rôle de l'apprentissage actif.

Le cadre classique de prise de décisions en période d'incertitude comporte quatre composantes (Haas, Khan et Khwaja, 2020<sup>[11]</sup>) :

- Les décisions qui demeureront inchangées, quelles que soient les informations recueillies, devraient être prises rapidement.
- Les décisions qui nécessitent des informations supplémentaires sans coût important devraient être prises uniquement après la collecte effective de ces informations.
- Dans tous les cas, toutes les informations disponibles devraient être exploitées.
- Toutes les décisions auront des conséquences qui peuvent et devraient être mesurées de façon à produire de nouvelles informations.

L'apprentissage actif suppose de concevoir des plans progressifs qui puissent être adaptés selon les données disponibles. Le Graphique 3.2, tel que présenté par Haas, Khan et Khwaja (2020<sup>[11]</sup>), illustre cette approche.

Graphique 3.2. Apprentissage actif au moyen de plans progressifs, adaptés selon les données disponibles

CUMULATIF				
	NIVEAU 1 - PRÉPARATION	NIVEAU 2 - DISTANCIATION	NIVEAU 3 – CONFINEMENT	NIVEAU 4 – RÉTABLISSMENT
	Aucun cas de contamination recensé	Cas de contamination détectés et projections modérées Faible impact et/ou faible risque sanitaire pour la population	Cas de contamination détectés et projections pessimistes ; forte vulnérabilité sous-jacente Impact élevé et/ou risque sanitaire élevé pour la population	Propagation généralisée
TESTS CIBLÉS ET DONNÉES INTELLIGENTES	Tests sur les personnes à risque/impact élevé, par exemple les professionnels de santé, avec un questionnaire pour comprendre comment les symptômes se présentent (surveillance syndromique) Surveillance spécifique grâce à un réseau ciblé de sites de signalement (surveillance sentinelle)	Suivi des cas contacts et tests Appels automatisés de surveillance afin de surveiller les symptômes au sein de certaines populations Enquêtes de suivi téléphonique auprès des personnes potentiellement contaminées Enquêtes pour évaluer d'autres incidences (socioéconomiques notamment) Contrôle du respect des mesures (au moyen des données sur la mobilité des personnes, par exemple) Registres complets des décès, avec des informations de base sur la cause de décès	Extension des tests et du suivi des cas contacts des professionnels à risque élevé dans les zones adjacentes aux foyers épidémiques (au moyen notamment d'appels automatisés de surveillance) Enquêtes sur les cas de guérison À la suite du confinement, enquêtes de prévalence en continu et sondages téléphoniques pour recueillir des informations supplémentaires sur les symptômes potentiellement indicateurs d'une nouvelle vague Il importe de recueillir des indicateurs socioéconomiques pour répondre efficacement à la vulnérabilité	Tests à des fins thérapeutiques principalement et pour comprendre comment se présente l'infection Débuter les tests de détection d'anticorps pour déterminer l'étendue des contaminations et l'existence subséquente d'une immunité collective (la taille d'échantillon doit être suffisante) Recueillir des données supplémentaires sur la morbidité et les capacités du secteur de la santé
DISTANCIATION PHYSIQUE	Pratiques sanitaires d'usage (lavage des mains, port du masque, etc.) Mise en avant des mesures élémentaires de distanciation physique Pratiques de protection en matière d'organisation et de gestion	Mesures plus sévères de distanciation physique et contrôle plus strict Isolement des cas confirmés et mise en quarantaine des cas contacts PAS de confinement total	Restriction totale de la circulation des personnes au sein d'une zone déterminée pour une période de 2-3 semaines ou jusqu'à ce que le nombre de nouvelles contaminations soit très faible, en veillant à ce que les personnes disposent de produits indispensables (nourriture, eau, produits de santé) pendant cette période Mise en quarantaine éventuelle des zones adjacentes lorsque le risque de contamination est élevé	Confinement total dans des zones déterminées et mesures de niveau 3 dans les zones adjacentes jusqu'à ce que le nombre de nouvelles contaminations soit très faible (ou sur la base de tests de détection d'anticorps) Un soutien complémentaire plus soutenu peut être nécessaire en matière de protection sociale et de santé Mesures de prévention et de protection supplémentaires pour les populations vulnérables des cercles de contamination (personnes âgées, professionnels de santé, etc.)
DIFFUSION DE MESSAGES AUPRÈS DU PUBLIC	En particulier en ce qui concerne les mesures individuelles de prévention telles que le lavage des mains, et dans le respect des mesures de distanciation physique	Informations précises et régulières sur le nombre de cas dans chaque zone, sur la prise en charge des malades et sur le nombre de guérisons Diffusion de messages sur les possibilités existantes en matière de soutien, avec un accent sur la déstigmatisation de façon à ce que les personnes se fassent soigner et soient traitées avec dignité et compassion	Diffusion régulière de messages pour maintenir la confiance dans les autorités et favoriser le respect volontaire des mesures Veiller à diffuser des messages dans les zones adjacentes également	Diffusion régulière de messages pour insister sur la gravité de l'épidémie, mais aussi pour rassurer les citoyens quant à l'état de préparation des pouvoirs publics face à l'épidémie et pour appuyer les mesures en place Communication accélérée (par exemple, ligne d'assistance téléphonique) dans les zones de niveau 4
DÉCISIONS PRATIQUES	Suivi et détermination du niveau d'alerte Élaboration de plans d'urgence tout en renforçant les capacités de mise en œuvre	Lancement du plan de mise en œuvre et évaluation de son efficacité ; suivi et exploitation des données en vue d'affiner la réponse, d'évaluer les incidences négatives et de cibler le soutien Selon le taux de contamination, nouvelle détermination du niveau d'alerte	Préparation au niveau 4 et accroissement des capacités en conséquence Extension du plan aux zones adjacentes à celles en confinement, de manière également à apporter un soutien ciblé aux mesures sanitaires et économiques, le cas échéant Mobilisation de ressources humaines internes et externes dédiées, par exemple des bénévoles	Mise en œuvre de mesures étendues en matière de soins médicaux, de nourriture et autres mesures de protection sociale

Source : Auteurs.

Les principales caractéristiques d'un plan d'action opérationnel lié à une stratégie d'endiguement du COVID-19 sont les suivantes :

- un rôle central des données, qu'il s'agisse des données existantes ou de celles recueillies tout au long du processus
- des politiques claires, mais suffisamment ajustables et modulaires pour être adaptées selon les données disponibles
- des stratégies de confinement, avec des mesures dont l'intensité varie en fonction des conditions locales
- la diffusion de messages auprès du public et un contrôle guidé par l'empathie afin de favoriser le respect volontaire des mesures
- des politiques qui prennent en considération les enjeux immédiats et les besoins à long terme
- la pratique de tests ainsi qu'une gestion et un contrôle qui peuvent et devraient être assurés par les autorités locales
- l'ouverture nécessaire pour favoriser les partenariats avec des entités locales afin de mettre à profit les capacités existantes.

### Étude de cas dans le Pendjab, au Pakistan : l'apprentissage actif au service de l'endiguement du COVID-19

Alors que les mesures de riposte au COVID-19 se multipliaient dans le monde entier, les gouvernements des pays en développement ont suscité une montée d'inquiétude en copiant trop rapidement les mesures adoptées dans les pays développés, sans disposer des ressources budgétaires nécessaires pour en atténuer les retombées économiques. Le Pakistan n'a pas échappé à cette tendance, instaurant, fin mars 2020, un confinement strict pendant plusieurs mois. À la demande de l'IGC, des travaux de recherche ont été menés dans la province du Pendjab afin de piloter une stratégie de tests intelligents, conçue par une équipe de chercheurs pluridisciplinaire composée notamment de membres de l'IGC, et mise en œuvre par plusieurs ministères du Pendjab. Ces travaux visaient à étudier comment le gouvernement pakistanais pouvait apporter une réponse rapide, fondée sur des éléments factuels, pour sauver le maximum de vies et réduire autant que possible les coûts économiques.

La stratégie de tests supposait d'abord de scinder les villes et les districts en unités géographiques de très petite taille (200 foyers environ). Ces informations géographiques étaient prises en compte dans les phases d'échantillonnage et de tests en combinant traçage des contacts et dépistage des professionnels de terrain (personnel médical ou fonctionnaires, par exemple), et en effectuant des tests groupés au sein des unités géographiques, hiérarchisées selon la prévalence du COVID-19. Dans tous les cas et compte tenu de la rareté des tests, le dépistage était effectué en fonction de l'ampleur du risque d'exposition au COVID-19. En l'absence de tests, des enquêtes par téléphone étaient menées pour tenter de déceler la présence de symptômes. Les informations recueillies à la faveur de cette stratégie étaient destinées à faciliter la mise en œuvre des mesures de lutte contre le COVID-19 (quarantaine, confinement, etc.) dans des zones géographiques données. Tout au long du mois de mai 2020, l'équipe a appliqué la méthodologie d'échantillonnage intelligent à différentes étapes et au sein de diverses unités géographiques. Début août, à Lahore, elle avait couvert 645 unités et collecté 12 251 échantillons uniques. La stratégie proprement dit n'a pas été prolongée au-delà du mois de mai.

La stratégie de tests intelligents, associée à des tests groupés, a montré qu'une démarche fondée sur les données était possible et peu coûteuse, et pouvait être appliquée de façon régulière et à grande échelle. Elle a permis d'évaluer l'efficacité de diverses mesures de confinement et, outre l'échantillonnage intelligent, les chercheurs ont pu collecter rapidement des données en temps réel. Le cas échéant, cette stratégie peut être modifiée pour ajouter des données sur les résultats en matière de santé non liés au COVID-19 ou des indicateurs économiques. Ce type d'approche présente des avantages non seulement pour la gestion de la maladie – la priorité immédiate, mais aussi pour le processus ultérieur de reprise



économique. Une stratégie de confinement intelligent a par la suite été adoptée au Pakistan, sans être pour autant nécessairement liée à la méthodologie des chercheurs. Les travaux de recherche menés ont néanmoins permis de renforcer notablement les capacités des services de santé de l'administration du Pendjab.

## La recherche expérimentale a un rôle essentiel à jouer en période d'incertitude

Dans le cadre de la riposte au COVID-19 de l'IGC, nous avons également lancé un appel spécial à projets de recherche. Nous pensons qu'il était essentiel de produire des données et de lancer des expérimentations pour étayer la prise de décisions, tant dans les premières phases incertaines de la pandémie que lors de la préparation de la phase de reprise post-pandémie. Ainsi, l'une des stratégies permettant d'apporter des données plus robustes à l'appui de l'élaboration des politiques consiste à recourir aux essais randomisés contrôlés. Nombre des études commandées dans le cadre de notre appel spécial visaient à mener de tels essais à partir de travaux existants dans le domaine et avaient donc à disposition des enquêtes de référence et des cadres d'échantillonnage adaptés. C'est le cas par exemple d'une étude au Ghana, qui a redéfini l'objet d'une étude sur les transferts en espèces en vue de tester les effets de ces transferts sur le respect des mesures de distanciation physique et la protection sociale. Une autre étude, réalisée en Ouganda, évalue la résilience des liens dans le cadre de contrats informels entre différentes entreprises, et leurs employés. Ce type d'étude rigoureuse permet aux responsables de l'action publique et aux partenaires de la coopération pour le développement de mieux comprendre les impacts de certaines politiques, à court mais aussi à moyen terme.

La collecte de données et d'éléments factuels joue un rôle essentiel en période d'incertitude. La vitesse de propagation de la pandémie de COVID-19 a imposé aux responsables de l'action publique de se tenir au fait des évolutions en temps réel, dans la mesure du possible, ce qui fait souvent défaut dans les pays en développement.

L'expérimentation trouve sa pleine utilité lorsqu'elle favorise l'apprentissage actif. À cet égard, la collecte de données et d'éléments factuels joue un rôle essentiel en période d'incertitude. La vitesse de propagation de la pandémie de COVID-19 a imposé aux responsables de l'action publique de se tenir au fait des évolutions en temps réel, dans la mesure du possible, ce qui fait souvent défaut dans les pays en développement. Pour y contribuer, l'IGC a mené plusieurs enquêtes à haute fréquence afin de suivre l'impact économique de la pandémie dans notre réseau de pays (pour des exemples, voir Encadré 3.1. ). Afin d'optimiser les retombées de ces enquêtes, les données sont rendues publiques et seront présentées à l'aide de techniques de visualisation des données pour une communication plus efficace auprès des responsables publics et d'autres parties prenantes.

### Encadré 3.1. Des enquêtes à haute fréquence pour suivre l'impact économique de la pandémie de COVID-19

- En Sierra Leone, une enquête par téléphone mesure des indicateurs comme les prix du marché, la sécurité alimentaire, le nombre d'heures travaillées et les fermetures d'entreprises, et pose des questions liées à la sensibilisation au COVID-19 et à la prévention. Les données sont transmises aux responsables de l'action publique sous forme de bulletins réguliers, et de nombreux indicateurs sont directement intégrés dans les cadres de suivi et d'évaluation du programme de riposte économique rapide du ministère des Finances (« Quick Action Economic Response Programme ») ainsi que du groupe du ministère de la Santé et de l'Assainissement sur la communication des risques et la mobilisation sociale (« Risk Communication and Social Mobilization group »).
- L'IGC a collaboré avec l'organisation Innovations for Poverty Action pour recueillir des données sur l'impact économique de la pandémie dans les pays en développement dans le cadre de l'initiative commune intitulée « COVID-19 Economic Impact Surveys ».
- Une enquête réalisée auprès de marchands à Lagos, au Nigéria, a révélé que les restrictions de déplacement sur le territoire national ont lourdement pesé sur leur capacité à s'approvisionner sur le marché intérieur, mettant en lumière la nécessité, pour les autorités, de réduire autant que possible les goulets d'étranglement du côté de l'offre (Bishi, Grossman et Startz, 2020<sup>[12]</sup>).

## Principaux enseignements pour la coopération internationale pour le développement

Avant l'apparition du COVID-19, les responsables publics des pays en développement étaient déjà confrontés à des défis de taille et devaient faire face à des problèmes persistants comme les inégalités et une croissance économique non inclusive. La crise a amplifié ces défis et entouré d'encore plus d'incertitude l'action publique. La solidarité mondiale et les ressources de la communauté internationale sont plus que jamais nécessaires. Dans cette optique, et depuis le début de la crise, l'IGC co-préside avec le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (Foreign, Commonwealth and Development Office) un groupe consultatif qui aborde les questions stratégiques qui se font jour dans les pays en développement et apporte des solutions fondées sur des éléments factuels. Très limités à l'apparition de la pandémie, ces éléments se sont rapidement multipliés pour devenir un produit extrêmement utile en cette période où les inconnues sont nombreuses, et une composante essentielle de toute réponse intelligente des pouvoirs publics. Deux enseignements majeurs se dégagent à ce jour pour la coopération pour le développement :

1. Accompagner les pays en développement dans l'élaboration de politiques plus intelligentes, fondées sur un cadre d'apprentissage actif : la dépendance de ces pays à l'égard des transferts en espèces et leurs stratégies de confinement définies au pied levé se sont traduites par des résultats mitigés. Compte tenu de l'ampleur de la crise, des niveaux d'incertitude inédits et des ressources limitées à disposition des responsables publics, les politiques et leur programmation doivent être plus intelligentes. Leur élaboration devrait reposer sur la production de données et d'éléments factuels, accompagnée d'un cadre d'apprentissage actif. Les partenaires au développement internationaux sont bien placés pour appuyer cette démarche en agissant comme intermédiaires pour le partage d'expertise et d'éléments factuels et en aidant les autorités à élaborer leurs politiques.

2. Se concentrer sur la co-production de données et d'éléments factuels aux côtés des responsables publics et des chercheurs des pays en développement : la pandémie souligne l'importance des données et des éléments factuels dans l'élaboration de mesures efficaces de riposte aux crises. Les responsables publics manquent d'informations et continuent donc d'avoir du mal à cerner parfaitement les effets de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance et à déterminer la manière optimale de les atténuer. Le soutien à l'appui du développement international apporté aux instituts de recherche et aux responsables de l'action publique afin de co-produire des études et des données peut favoriser l'obtention de résultats de qualité. En réunissant des équipes mondiales et locales de chercheurs et en s'alignant sur les priorités des responsables publics, ces études seront davantage susceptibles de se traduire par des mesures concrètes.

Mettre en pratique ces deux enseignements facilitera la riposte au COVID-19, et aura en outre des répercussions bénéfiques pour l'avenir. Tout d'abord, notre compréhension et notre résilience face aux crises futures et notamment aux pandémies en seront renforcées. L'affectation efficace et efficiente de ressources budgétaires très limitées nécessite d'opérer des choix difficiles, qui seront facilités si les décideurs disposent d'informations en plus grand nombre. Ensuite, la co-production d'études avec des chercheurs locaux peut contribuer à renforcer les capacités locales pour l'avenir. Enfin, la mise en place de cette infrastructure pour la collecte et l'exploitation des données – avec des capacités renforcées et des relations plus étroites entre les responsables de l'action publique et les chercheurs, peut venir étayer d'autres domaines de l'action publique en dehors de la gestion de crise et, ainsi, améliorer les perspectives de développement économique et de croissance inclusive.

## Références

- Bishi, H., S. Grossman et M. Startz (2020), *How COVID-19 has affected Lagos traders: Findings from high frequency phone surveys*, [12]  
[https://drive.google.com/file/d/1SDk\\_HUnpbBEmqPeowW5R76TmzAqalaBK/view](https://drive.google.com/file/d/1SDk_HUnpbBEmqPeowW5R76TmzAqalaBK/view).
- Bouët, A. et D. Laborde (2020), « COVID-19 border policies create problems for African trade and economic pain for communities », *blog de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires*, <https://www.ifpri.org/blog/covid-19-border-policies-create-problems-african-trade-and-economic-pain-communities> (consulté le 27 octobre 2020). [6]
- DFID (2011), *Cash Transfers Evidence Paper*, Department for International Development, Londres, [3]  
<https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications1/cash-transfers-evidence-paper.pdf> (consulté le 9 octobre 2020).
- Dzansi, J. (2020), « Ghana lifts the lockdown: Has the government reneged on its commitment to contain COVID-19 at all costs? », *blog de l'International Growth Centre*, <https://www.theigc.org/blog/ghana-lifts-the-lockdown-has-the-government-reneged-on-its-commitment-to-contain-covid-19-at-all-costs/> (consulté le 9 octobre 2020). [7]
- FMI (2020), *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale : Une crise sans précédent, une reprise incertaine*, Fonds monétaire international, Washington, D.C., [1]  
<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020> (consulté le 9 octobre 2020).
- Haas, A., A. Khan et A. Khwaja (2020), *Policymaking in uncertain times: Smart containment with active learning*, Center for International Development, Cambridge, MA et International Growth Centre, Londres, [https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/05/Haas-et-al-2020-brief\\_final.pdf](https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/05/Haas-et-al-2020-brief_final.pdf) (consulté le 9 octobre 2020). [11]
- IGC (2020), *COVID-19 Policy Response Dashboard*, International Growth Centre, London, [9]  
<https://www.theigc.org/covid-19/tracker>.
- Ng'andu, B. (2020), *2021 Budget Address by the Honourable Dr. Bwalya K.E. Ng'andu, MP, Minister of Finance*, Zambia National Assembly, Lusaka, [8]  
<http://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/documents/articles/OFFICIAL-2021-BUDGET-SPEECH.pdf> (consulté le 9 octobre 2020).
- Parekh, N. et O. Bandiera (2020), *Do social assistance programmes reach the poor? Micro-evidence from 123 countries*, International Growth Centre, Londres, [5]  
<https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/06/Parekh-and-Bandiera-2020-Growth-Brief.pdf> (consulté le 9 octobre 2020).
- Resnick, D., E. Spencer et T. Siwale (2020), *Informal traders and COVID-19 in Africa: An opportunity to strengthen the social contract*, International Food Policy Research Institute, Washington, D.C. et International Growth Centre, Londres, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/08/Resnick-et-al-2020-Policy-Brief.pdf> (consulté le 9 octobre 2020). [10]
- Vaziralli, S. (2020), *A social protection response to COVID-19 in developing countries*, International Growth Centre, Londres, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/04/Vazirelli-2020-policy-brief.pdf> (consulté le 9 octobre 2020). [4]

Younger, S. et al. (2020), *Estimating income losses and consequences of the COVID-19 crisis in Uganda*, Paper presented at the 1st Session of the Monthly Virtual Peer-to-Peer Research Seminar Series, Fonds monétaire international, Washington, D.C. [2]